

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE L'AGGLO FOIX-VARILHES**

Mercredi 19 octobre 2022 à 18h30

Ordre du jour :

N°2022/121	Eau et assainissement	Demande d'adhésion au SMDEA pour les compétences eau et assainissement des eaux usées pour le territoire de la commune de Varilhes
N°2022/122	Assemblées	Désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au syndicat du Bassin du Grand Hers
N°2022/130	Urbanisme	Approbation de la deuxième révision du plan local d'urbanisme de la commune de Foix
N°2022/131	Urbanisme	Débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes
N°2022/123	Finances	Budget annexe résidence autonomie – Rectification de l'actif comptable
N°2022/124	Finances	Budget annexe résidence autonomie 2021– décision modificative n° 1 – rectification d'une erreur matérielle
N°2022/125	Solidarité	Personnes âgées - Fixation des tarifs de la location, des services collectifs et de la restauration de la résidence autonomie « Bleu printemps » à compter du 1er janvier 2023
N°2022/126	Finances	Budget annexe « Résidence autonomie » – affectation du résultat 2021
N°2022/127	Finances	Budget annexe « Résidence autonomie » – budget primitif pour 2023
N°2022/128	Finances	Budget annexe mobilité – budget 2022 : décision modificative n° 1
N°2022/129	Finances	Budget annexe « mobilité » – subvention d'exploitation pour 2022
N°2022/132	Travaux - Economie	Zone de Joulieu - démolition des bâtiments existants et aménagement permettant la création de deux lots – attribution du marché public de travaux
N°2022/133	Voirie	Attribution d'un fond de concours à la commune de Foix au titre du programme 2019
N°2022/134	Voirie	Attribution d'un fond de concours à la commune de Foix au titre du programme 2021
N°2022/135	Hydraulique	Schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaines – avenant n°2 au marché
N°2022/136	Energie	Fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 (BT > 36 KVA et HTA) - autorisation de signature du marché
N°2022/137	Tourisme	Modification du catalogue des sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal
N°2022/138	Mobilités	Réseau urbain et transport à la demande – convention de délégation de service public pour l'exploitation de service de transport public routier de voyageur, de transport à la demande, sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes : avenant n°1
N°2022/139	Ressources humaines	Création d'emplois pour avancements de grades d'agents titulaires pour l'année 2023 et pour modifications de temps de travail

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants
70	47	9	56

Par suite d'une convocation en date du 13 octobre 2022 les membres composant le conseil de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin.

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Jean-Paul Alba, Francis Authié, Marine Bordes, Elisabeth Clain, Chloé Dallidet, Thomas Fromentin, Jean-François Gavelle, Monique Gonzales, André Péchin, Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Monique Laye, Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban, Patrick Eychenne, Philippe Fabry, Nicole Mouchague, Marcel Lopez (Varilhes), Alban Alozy (Ventenac), Sylvie Berges, Annie Bouby, Didier Dupuy (Verniolle)  
 Serge Derramond (Baulou) représenté par son suppléant Didier Bonnel  
 Laurence Degraves (Brassac) représentée par sa suppléante Marie-Claude Birebent  
 René-Bernard Authié (Celles) représenté par sa suppléante Maria Puntill  
 Jacques Morell (Dalou) représenté par son suppléant Jean-Claude Castillo

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Michel Mabillot (Crampagna) procuration à Thomas Fromentin  
 Paul Hoyer (Ferrières) procuration à Pierre Ville  
 Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Francis Laguerre (Prayols) procuration à Paul Cayrol  
 Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Nathalie Maury  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Jean-Paul Alba  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Raymond Fis (Coussa), Jérôme Azéma, Lawrence Bories, Pascale Canal, Christel Carol, Anne-Sophie Tribout (Foix), Yves Marcerou (Gudas), Denis Bélard (Loubières), Michèle Arséguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux-de-Pelleport), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Numen Munoz (Verniolle) Jean-François Spriet (Vira)

Le président ouvre la séance à 18 heures 30.

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

Le président demande à l'assemblée de bien vouloir inverser l'ordre des délibérations 9 et 10 relatives à l'urbanisme.

Guy Loszach, adjoint à l'urbanisme de la commune de Foix présentera la délibération relative à l'approbation de la deuxième révision du plan local d'urbanisme de la commune de Foix après la délibération N° 2 relative aux assemblées.

Le président rappelle certains points du règlement intérieur, notamment ceux relatifs aux questions orales et aux amendements (article 5), à la présidence (article 8) et aux interventions des conseillers communautaires (article 15).

Le président propose une modification dans le compte rendu du conseil du 21 septembre, page 2 : « Suite à la démission de Michel Castagne de sa fonction de premier adjoint de la commune qui implique une modification de l'ordre du tableau, Jean-Claude Castillo, premier adjoint, est le nouveau conseiller suppléant de L'agglo Foix-Varilhes représentant la commune de Dalou ».

Le compte-rendu du conseil du 21 septembre 2022 est adopté à l'unanimité.

Le président rend compte des décisions prises sur le fondement de la délégation consentie par le conseil communautaire.

## DÉLIBÉRATIONS ADOPTÉES

### **1. Eau et assainissement / Demande d'adhésion au SMDEA pour les compétences eau et assainissement des eaux usées pour le territoire de la commune de Varilhes**

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du conseil communautaire du 8 janvier 2020 approuvant la délégation de la compétence « assainissement des eaux usées » à la commune de Varilhes pour une durée de trois ans (1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022) ;

Vu la demande formulée par la commune de Varilhes, en date du 24 janvier 2022, sollicitant le renouvellement des conventions de délégation « eau » et « assainissement des eaux usées » pour une durée de trois années, soit jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 avril 2022 refusant la délégation des compétences « eau » et « assainissement des eaux usées » à la commune de Varilhes au terme des conventions en cours, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2022 ;

Considérant que L'agglo s'appuie, depuis sa création et dans la continuité des pratiques antérieures des communautés de communes, sur des syndicats mixtes pour la mise en œuvre de certaines de ses compétences : collecte et traitement des déchets ménagers, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, accueil des gens du voyage... et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 eau et assainissement des eaux usées ;

Considérant que le regroupement au sein de syndicats mixtes pour des compétences telles que celles de l'eau et de l'assainissement permet de s'appuyer sur des structures dotées de moyens mutualisés importants en expertise et en ingénierie dont L'agglo seule ne pourrait se doter, dans des domaines à forte complexité technique et juridique ;

Considérant par ailleurs que ces regroupements permettent de mettre en œuvre des compétences et de gérer des services publics de qualité à des échelles pertinentes qui dépassent les limites administratives des intercommunalités, et ainsi d'être en capacité de conduire des politiques d'investissement ambitieuses dans des logiques de solidarités territoriales ;

Considérant que L'agglo est à ce jour membre de syndicats mixtes pour l'exercice des compétences « eau » (SMDEA et syndicat mixte du Terrefort) et « assainissement des eaux usées » (SMDEA) pour l'ensemble de son territoire (41 communes) à l'exception du territoire de la commune de Varilhes ;

Considérant que depuis la délibération du 13 avril 2022 actant le non-renouvellement des conventions de délégation, un travail a été engagé entre le SMDEA et la commune de Varilhes, auquel est associée L'agglo Foix-Varilhes, pour préparer, en conséquence d'un futur transfert de compétences au syndicat mixte, les transferts de services dans les différents volets : ressources humaines, techniques, juridiques, financiers ;

Considérant que ce travail permet d'envisager un transfert dans les meilleures conditions, avec les garanties de maintien et de renforcement de la qualité de service au public ;

Considérant que l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes au SMDEA pour les compétences « eau » et « assainissement des eaux usées », si elle est validée par l'assemblée générale du syndicat, nécessitera la désignation, par délibération ultérieure, de 4 représentants de L'agglo pour siéger au conseil syndical ;

Le président rappelle qu'un travail important a été engagé notamment lors de la dernière réunion du 27 septembre 2022, en collaboration avec la présidente du SMDEA, Christine Téqui, le directeur général, Patrick Rescanières et Martine Esteban en qualité de maire de Varilhes et son conseil municipal afin de présenter les enjeux et leur mise en œuvre.

Alain Garnier demande pourquoi la Commune de Varilhes n'a pas pu passer transférer directement cette compétence au SMDEA.

Le président précise que c'est L'agglo Foix-Varilhes qui exerce statutairement les compétences eau et assainissement des eaux usées, et non la commune.

Marcel Lopez indique que la loi Notre a fortement impacté les communes quant à l'exercice de leurs compétences. La loi du 27 décembre 2019 a assoupli cette rigueur pour permettre la conclusion de conventions entre les communes et les intercommunalités notamment pour les compétences eau et assainissement.

Il explique que les citoyens de Varilhes ont fait confiance à leurs élus qui s'étaient engagés à maintenir la régie municipale. Dès lors, en cas de vote favorable, tous les débats relatifs à la bonne gestion et la pérennité de la régie municipale deviendront irréfutables. Il est triste de constater que les Varilhois sont délaissés à l'heure où précisément les services de proximité prennent une importance majeure au regard de l'environnement social.

Il encourage à lire la déclaration du maire de Cahors qui a fait une belle intervention à ce sujet. Le SMDEA va récupérer ce service de proximité alors qu'il n'était pas obligatoire. Si les élus se prononcent contre la volonté des habitants de Varilhes, la conséquence potentielle de demain sera la perte de confiance des concitoyens envers les élus, l'avenir dira et viendra le moment où les concitoyens prendront la main et redonneront de l'éclat aux valeurs démocratiques, ambitieuses et fraternelles pour le développement des collectivités.

Martine Esteban prend la parole au nom de Nicole Mouchague, Patrick Eychenne et elle-même. Elle explique que L'agglo ne pouvant assumer elle-même cette compétence, il semble que seul le SMDEA en tant que syndicat peut endosser celle-ci, un vote défavorable signifierait un refus d'adhérer au service public et la seule option serait de se diriger vers un service privé. Elle prend acte du refus du conseil communautaire de la délégation conventionnelle des compétences eau et assainissement des eaux usées à la Commune de Varilhes. La commune a fait le choix de répondre favorablement à Christine Téqui, présidente du SMDEA de participer au comité de pilotage afin de faciliter le transfert dans les meilleures conditions possibles. Et elle remercie la présidente pour l'attention qu'elle a manifesté aux doléances.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes au SMDEA pour les compétences eau et assainissement des eaux usées pour le territoire de la commune de Varilhes.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à la majorité.**

2 contre (Philippe Fabry – porteur du pouvoir de Julie Van Molle)

14 abstentions (Michel Peruga, Chloé Dallidet, Nathalie Rodriguez, Sylvie Estrade, Philippe Watremez, Monique Laye, Roger Sauzet, Alain Garnier, Martine Esteban, Patrick Eychenne, Marcel Lopez, Nicole Mouchague, Sylvie Berges, Didier Dupuy)

-----  
**2. Assemblées / Désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au syndicat du Bassin du Grand Hers**

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu l'arrêté préfectoral des 4, 8 et 19 juillet 2022 portant modification des statuts du syndicat ;  
Vu les statuts modifiés du syndicat du Bassin du Grand Hers (SBGH) en vue de pallier les difficultés de quorum lors des assemblées ;

Considérant qu'il convient de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant ;

Il est rappelé que :

Le SBGH est compétent sur le bassin versant du Grand Hers.

Le Syndicat a pour objet de concourir à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et la préservation et gestion des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant de l'Hers Vif et de ses affluents, dans les principes de solidarité amont-aval.

Le SBGH est un syndicat mixte fermé, composé exclusivement d'intercommunalités (11 établissements publics de coopération intercommunale, dont L'agglo Foix-Varilhes).

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotés d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Vu l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Vu les candidatures enregistrées ;

Vu les résultats du scrutin ;

Sont désignés :

- **Délégué titulaire** représentant L'agglo Foix-Varilhes au syndicat du bassin du Grand Hers :
  - Mathieu Tirado
- **Délégué suppléant** représentant L'agglo Foix-Varilhes au syndicat du bassin du Grand Hers :
  - Jean-Paul Naudi

**Adopté à l'unanimité.**

-----

### **3. Urbanisme / Approbation de la deuxième révision du plan local d'urbanisme de la commune de Foix**

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Foix du 19 mai 2015 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Foix du 9 avril 2018 relative au débat du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;

Vu la délibération du conseil municipal de Foix du 29 mars 2021 relative au débat du PADD ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Foix du 13 septembre 2021 confiant à la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision du PLU engagée avant le transfert de compétence conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil communautaire de L'agglo Foix-Varilhes en date du 22 septembre 2021 arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté intercommunal en date du 4 avril 2022 prescrivant l'enquête publique du PLU de la commune de Foix ;

Vu la délibération du conseil municipal de Foix en date du 26 septembre 2022 émettant un avis favorable à l'approbation du projet de PLU de la commune de Foix ;

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique justifient des modifications du PLU de la commune Foix ;

Sur la base du diagnostic élaboré, le conseil municipal de Foix a débattu des orientations du PADD lors de la séance du 9 avril 2018. Dans le cadre de la prise en compte du programme local de l'habitat (PLH) de L'agglo Foix-Varilhes, le conseil municipal a à nouveau débattu du PADD en séance du 29 mars 2021.

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021, la compétence en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale a été transférée à L'agglo Foix-Varilhes.

Le bilan de la concertation et l'arrêt du projet sont intervenus en séance du conseil communautaire du 13 septembre 2022. Le projet a été ensuite notifié aux personnes publiques associées et souhaitant être consultées pour rendre un avis dans les trois mois de la saisine.

Ce projet de PLU a été soumis à enquête publique du 25 avril 2022 au 30 mai 2022 inclus. La commissaire enquêtrice a formulé un avis favorable avec réserves.

Le dossier de PLU a été modifié pour prendre en compte les avis des personnes publiques associées, ainsi que le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice.

La procédure est arrivée à son terme, puisqu'il s'agit désormais d'approuver la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Foix.

Le PLU est présenté par Guy Loszach, adjoint à la commission urbanisme de la Commune de Foix.

Alain Garnier demande si la direction départementale des territoires (DDT) de l'Ariège impose l'application de la loi Montagne. Il explique que suite à ça, la Commune de Serres-sur-Arget a renoncé à la rédaction du PLU.

Le président confirme que ces lois qui imposent la réduction à la sobriété foncière sont nationales et applicables à tous.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** le plan local d'urbanisme de la commune de Foix tel qu'il est annexé à la présente.

**Article 2 :** **DE DIRE** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage au siège de L'agglo Foix-Varilhes et en mairie de Foix pendant un mois et qu'une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Article 3 :** **DE DIRE** que conformément à l'article L. 153-22 du Code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de Foix et dans les locaux administratifs de L'agglo Foix-Varilhes.

**Article 4 :** **DE DIRE** que la présente délibération sera exécutoire dans les conditions définies à l'article L. 153-23 du Code de l'urbanisme.

**Article 5 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité.**

4 Abstentions (Michel Perugia – Didier Bonnel - Chloé Dallidet – Marcel Lopez)

-----

#### **4. Urbanisme / Débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes**

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération de la commune de Varilhes en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de Varilhes ;

Vu la délibération de la commune de Varilhes en date du 21 septembre 2021 sollicitant L'agglo Foix-Varilhes afin qu'elle poursuive et achève la procédure d'élaboration du PLU de Varilhes

engagée avant le transfert de compétence, conformément à l'article L153-9 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération de L'agglo Foix-Varilhes en date du 22 septembre 2022 décidant de poursuivre et d'achever la procédure d'élaboration du PLU de Varilhes ;

Vu la délibération de la commune de Varilhes en date du 27 septembre 2022 prenant acte du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de Varilhes ;

Vu le projet de PADD tel qu'il est annexé à la présente délibération et la présentation qui en a été faite ci-dessus ;

#### Il est précisé :

Suite au transfert de la compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme, intervenu le 1<sup>er</sup> juillet 2021, plusieurs communes ayant engagé des modifications, révisions, voire élaborations de PLU avant la date du transfert ont reçu l'avis favorable (par délibération du conseil communautaire) de poursuivre leurs procédures de L'agglo Foix-Varilhes. C'est le cas de la commune de Varilhes qui a prescrit l'élaboration de son PLU par délibération du 15 décembre 2020, en fixant les modalités de concertation et en définissant les objectifs poursuivis.

Pour rappel, ces objectifs sont les suivants :

- Elaborer un véritable projet urbain pour la commune dans le cadre d'une réflexion globale pour les années futures tout en poursuivant le développement démographique.
- Disposer d'un document d'urbanisme propre à la commune, cette dernière relevant actuellement au règlement national d'urbanisme (RNU).
- Disposer d'un règlement adapté à chaque zonage de la commune : zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles, zones naturelles.
- Disposer d'un document d'urbanisme qui intègre toutes les dispositions législatives réglementaires.
- Définir et délimiter les trames vertes et bleues.

La présente délibération a pour objet de prendre acte de la tenue d'un débat afférent au PADD du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes.

Le PADD est une pièce centrale du dossier PLU fixant les objectifs de la politique d'aménagement et de développement durable que le territoire souhaite mettre en œuvre. Il répond aux besoins et enjeux du territoire communal et exprime une vision stratégique du développement de Varilhes, qui fera l'objet d'une traduction réglementaire au sein d'un rapport de présentation, un règlement et à travers un document graphique.

L'article L.153-12 du Code de l'urbanisme mentionne qu'un débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable doit avoir lieu, au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet, au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal.

Le débat sur le PADD au sein du conseil municipal de Varilhes a eu lieu le 27 septembre 2022. Il doit maintenant faire l'objet d'un débat au sein du conseil communautaire de L'agglo Foix-Varilhes. Le débat porte sur les orientations générales établies dans le PADD de la commune de Varilhes pour la période 2022-2032, à savoir :

- **Faire de Varilhes une centralité de référence sur son territoire en renforçant les éléments constitutifs de son attractivité.**
  - Renforcer l'emploi autour d'une stratégie durable et adaptée aux réalités locales.
  - Pérenniser l'agriculture en promouvant des modèles durables et de proximité.
  - Renforcer la qualité de vie varilloise.
- **Maintenir le dynamisme varillois avec un habitat pensé pour tous.**
  - Pérenniser l'accueil de populations.
  - Développer une offre de logements répondant à tous les besoins.

- **Bâtir un projet durable et résilient pour Varilhes.**
  - Instaurer un développement urbain respectueux de l'environnement.
  - Valoriser et préserver le cadre paysager.
  - Réduire la vulnérabilité de la commune et de sa population aux risques et au changement climatique.

Par ailleurs, le PADD fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Plus particulièrement, il est prévu une division par deux de la consommation d'espace entre les périodes 2011-2021 et 2022-2032.

Au regard des éléments précités, il est proposé au conseil communautaire de débattre du projet d'aménagement et de développement durable du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes.

Les orientations générales sont présentées par Martine Esteban, maire de la Commune de Varilhes.

Marcel Lopez indique qu'il faudrait favoriser les logements sociaux, les stationnements et les axes routiers. Dans le cadre de l'environnement, il convient de privilégier les déplacements par mobilités douces, d'aider des agriculteurs à se développer pour favoriser des circuits courts et fournir en produits locaux des cantines des communes de L'agglo.

Il est proposé :

**Article 1 : DE PRENDRE ACTE** de la présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable puis de la tenue, en séance plénière, d'un débat sur les orientations générales du PADD du plan local d'urbanisme de Varilhes en application de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme.

**Article 2 : DE PRÉCISER** que le débat est constaté par la présente délibération.

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## **5. Finances / Budget annexe résidence autonomie – Rectification de l'actif comptable**

Rapporteur : Paul Cayrol

Considérant la nécessité de créer une structure ad hoc rattachée à L'agglo Foix-Varilhes pour la gestion de la résidence autonomie ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder préalablement à un travail de fiabilisation de l'actif en collaboration avec le Service de gestion comptable de Foix ;

Considérant qu'il convient ainsi de corriger les quelques anomalies identifiées, relatives à des écarts d'amortissements et de valeur nettes comptables sur certaines immobilisations ;

Considérant que ces ajustements consistent en un débit aux comptes 28 et ses subdivisions (amortissements des immobilisations) et un crédit au compte 10682 (réserves affectées à l'investissement), pour ce dernier dans la limite du solde créditeur cumulé du compte de gestion ;

Considérant que ces corrections s'effectuent par opérations d'ordre non-budgétaires, et sont ainsi sans impact sur les résultats des sections de fonctionnement et d'investissement de l'exercice ;

Il est proposé :

**Article 1 : D'AUTORISER** le comptable public du SGC de Foix à passer les opérations d'ordre non-budgétaires suivantes :



Ecritures d'ordre non budgétaires				
N° d'inventaire	Désignation	Débit du compte	Crédit du compte	Montant
RES-2019-000003	Fourniture moteur volet roulant	28131	10682	9,05 €
2015-01	Lave vaisselle	28188	10682	0,50 €

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité.**

**6. Finances / Budget annexe résidence autonomie 2021– décision modificative n° 1 – rectification d'une erreur matérielle**

Rapporteur : Paul Cayrol

La délibération n° 2021/035 du 24 mars 2021 a procédé à l'affectation du résultat 2020 au budget 2021 de la résidence autonomie ; une erreur matérielle s'étant glissée, il convient de reprendre la délibération n° 2021/037 portant décision modificative n°1 pour correction.

Le compte administratif 2020 fait ainsi apparaître un résultat de fonctionnement de 14.996,50 € (au lieu de 14.966,50 €) ; la section d'investissement présentant un excédent d'investissement 2020 de 248.934,17 €, l'excédent de fonctionnement est reporté au budget 2021 en section de fonctionnement.

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 relative à l'approbation du compte administratif pour 2020 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 relative à l'affectation du résultat 2020 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder par voie de décision modificative à l'intégration des résultats 2020 et des restes à réaliser du budget annexe résidence autonomie.

	Budget primitif 2021	Décision Modificative n°1	Budget consolidé 2021
Chap 017 Groupe 1 : produits de la tarification	504 350,00	0,00	504 350,00
Chap 018 Groupe 2 : autres produits de la tarification	12 825,00	0,00	12 825,00
Chap 002 Report à nouveau	0,00	14 996,50	14 996,50
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>517 175,00</b>	<b>14 996,50</b>	<b>532 171,50</b>
Chap 011 Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	142 975,00	0,00	142 975,00
Chap 012 Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	262 450,00	14 996,50	277 446,50
Chap 016 Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	111 750,00	0,00	111 750,00
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>517 175,00</b>	<b>14 996,50</b>	<b>532 171,50</b>

	Budget primitif 2021	Restes à réaliser	Décision modificative n° 1	Budget consolidé 2021
Chap 10 Dotations et fonds divers	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
Chap 13 Subventions d'investissement	0,00	297 622,00	0,00	297 622,00
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	478 300,00	0,00	-478 300,00	0,00
Chap 28 Amortissements	11 700,00	0,00	0,00	11 700,00
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>491 000,00</b>	<b>297 622,00</b>	<b>-478 300,00</b>	<b>310 322,00</b>
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
Chap 20 Immobilisations incorporelles	100 000,00	13 668,00	0,00	113 668,00
Chap 21 Immobilisations corporelles	386 000,00	29 293,47	-228 755,83	186 537,64
Chap 001 Solde reporté	0,00	0,00	5 116,36	5 116,36
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>491 000,00</b>	<b>42 961,47</b>	<b>-223 639,47</b>	<b>310 322,00</b>

Il est proposé :

**Article unique : D'APPROUVER** la présente décision modificative n° 1 rectifiée du budget annexe de la résidence autonomie pour 2021.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## **7. Solidarité / personnes âgées - Fixation des tarifs de la location, des services collectifs et de la restauration de la résidence autonomie « Bleu printemps » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023**

Rapporteur : Annie Bouby

Vu la délibération du conseil communautaire du 22 septembre 2021 arrêtant les tarifs de location, des services collectifs et de la restauration de la résidence autonomie « Bleu printemps » pour l'année 2022 ;

Vu la saisine pour avis de la Direction de la solidarité départementale du Conseil départemental de l'Ariège ;

Considérant que le Conseil départemental de l'Ariège arrête une politique tarifaire journalière en matière de solidarité départementale ;

Considérant qu'il convient de fixer annuellement les tarifs (loyers, services et restauration) appliqués aux occupants de la résidence dans le souci de recherche de l'équilibre budgétaire du service et dans le respect de la réglementation encadrant la révision annuelle des loyers ;

Considérant que, pour déterminer une politique tarifaire, ont été retenus les principes directeurs suivants :

- les tarifs appliqués doivent rendre compte de la part des différents postes de dépenses des prestations proposées aux résidents ;
- le loyer représente la prestation du logement nu, en lien avec la surface respective des logements ;
- la redevance pour services est répartie forfaitairement entre les résidents (à l'exception des fluides, répartis à raison des surfaces) ;
- les petits-déjeuners ne sont plus facturés aux résidents au réel, mais inclus dans les dépenses d'épicerie (goûters, festivités, boissons en journée), et figurent à ce titre dans la redevance pour services collectifs ;
- les tarifs de repas incluent la part des frais de personnel affectée à cette mission ;

Considérant qu'ainsi L'agglo Foix-Varilhes souhaite déterminer des tarifs-cibles indicatifs tel que présenté dans le tableau suivant :

	Tarifs 2022		Tarifs-cible	
	T1 prime	T1 bis	T1 prime	T1 bis
Loyer	16,31 €	20,11 €	7,45 €	12,99 €
Service	20,98 €	32,67 €	30,44 €	33,12 €
<b>Total hébergement</b>	<b>37,30 €</b>	<b>52,78 €</b>	<b>37,89 €</b>	<b>46,11 €</b>
Petit-déjeuner	1,56 €		0,00 €	
Déjeuner	6,27 €		8,54 €	
Dîner	4,81 €		8,03 €	
<b>Ration journalière</b>	<b>12,64 €</b>		<b>16,57 €</b>	

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre le processus d'évolution de ces tarifs sur la période 2022-2026, afin d'en lisser les effets à la hausse et à la baisse pour les résidents ;

Considérant que ces tarifs seront fixés chaque année par délibération, au vu des charges et ressources prévisionnels du service ;

Considérant que la forte inflation constatée en 2022 et anticipée pour 2023 induit une hausse globale de l'ensemble des coûts, qui n'est que partiellement répercutée sur les tarifs réglés par les résidents (indice des prix à la consommation harmonisé + 5,8 %) :

- + 3,5 % pour les loyers
- + 4 % sur la redevance pour services collectifs
- + 1,56 % sur les tarifs de restauration

Marcel Lopez voudrait attirer l'attention de l'assemblée sur la hausse de l'inflation qui est de plus de 6,5 % en un an, qui se répercute sur le pouvoir d'achat des résidents.

Annie Bouby précise que l'inflation n'est pas répercutée à hauteur réelle.

Il est proposé :

**Article 1 : DE FIXER** les tarifs journaliers de la location et des services collectifs de la résidence autonomie « Bleu printemps » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 comme suit :

#### Tarif d'hébergement journalier par personne

	Tarifs 2023 - T1 prime	
	prix de journée / pers. équivalent mensuel *	
Loyer	14,59 €	437,70 €
Service	24,28 €	728,40 €
<b>Total hébergement</b>	<b>38,87 €</b>	<b>1.166,10 €</b>

\* estimation pour un mois théorique de 30 jours

	Tarifs 2023 - T1 bis	
	prix de journée / pers. équivalent mensuel *	
Loyer	18,97 €	569,10 €
Service	34,09 €	1.022,70 €
<b>Total hébergement</b>	<b>53,06 €</b>	<b>1.591,80 €</b>

\* estimation pour un mois théorique de 30 jours

	Tarifs 2023 - T1 bis - couple	
	prix de journée / pers. équivalent mensuel *	
Loyer	9,49 €	284,70 €
Service	29,10 €	873,00 €
<b>Total hébergement</b>	<b>38,59 €</b>	<b>1.157,70 €</b>

\* estimation pour un mois théorique de 30 jours

#### Tarif de restauration par repas

	Tarifs 2023 - restauration		
	Résidents	Personnels	Visiteurs
Petit-déjeuner	0,00 €		
Déjeuner	6,95 €	6,37 €	10,42 €
Dîner	5,71 €		8,56 €
<b>Ration journalière</b>	<b>12,66 €</b>	<b>6,37 €</b>	<b>18,98 €</b>
<i>Ration mensuelle*</i>	<i>379,80 €</i>	<i>191,10 €</i>	<i>569,40 €</i>

\* estimation pour un mois théorique de 30 jours

**Article 2 : DE PRÉCISER** que la redevance d'hébergement journalière d'un logement temporaire est identique à celle d'un logement permanent de la catégorie occupée.

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## 8. Finances / Budget annexe résidence autonomie – affectation du résultat 2021

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022/020 du 23 mars 2022 relative à l'approbation du compte administratif pour 2021 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 19 octobre 2022 portant rectification d'une erreur de plume sur la décision modificative n°1 de l'exercice 2021 de la résidence autonomie ;

Considérant que le conseil communautaire a approuvé le compte administratif 2021 du budget annexe résidence autonomie de L'agglo Foix-Varilhes lors de sa séance du 23 mars 2022, faisant ressortir un déficit global de clôture, hors restes à réaliser, de 7 127,80 € ;

Considérant le déficit de fonctionnement constaté pour 2021, à hauteur de 11 794,45 €, et l'excédent reporté des exercices antérieurs de 47 741,41 € ;

Considérant que la section de fonctionnement présente ainsi un excédent cumulé de 35 946,96 € ;

Considérant le déficit d'investissement constaté pour 2021, à hauteur de 37 958,40 €, et le déficit reporté des exercices antérieurs de 5 116,36 € ;

Considérant que la section d'investissement présente ainsi un déficit cumulé s'élevant à 43 074,76 € ; considérant toutefois que les restes à réaliser d'investissement présentent un excédent de financement de 256 880,44 € ;

Considérant qu'il convient de statuer sur l'affectation du résultat 2021, en vue de sa reprise au budget primitif pour 2023 ;

Il est proposé :

**Article unique : D'AFFECTER** le résultat de fonctionnement 2021 du budget annexe résidence autonomie comme suit :

<b>Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2021</b>	
<b>Résultat de fonctionnement</b>	
<u>A. Résultat de l'exercice</u> <i>Excédent (+) ou déficit (-)</i>	-11.794,45
<u>B. Résultats antérieurs reportés</u> <i>Ligne 002 du compte administratif, excédent (+) ou déficit(-)</i>	47.741,41
<u>C. Résultat à affecter</u> = A + B (hors restes à réaliser) <i>(si négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)</i>	<b>35.946,96</b>
<b>Résultat d'investissement</b>	
<u>D. Solde d'exécution d'investissement</u> <i>D 001 (besoin de financement)</i>	-43.074,76
<u>E. Solde des restes à réaliser d'investissement</u> <i>Excédent de financement</i>	256.880,44
<u>F. Besoin de financement d'investissement</u> = D + E	<b>213.805,68</b>
<b>Affectation du résultat</b>	
<u>G. Affectation en réserve en investissement (R 1068)</u> <i>(G = au minimum couverture du besoin de financement F)</i>	<b>24.842,33</b>
<u>H. Report partiel en fonctionnement (R 002)</u>	<b>11.104,63</b>
<u>I. Déficit reporté en fonctionnement (D 002)</u>	

**Adopté à l'unanimité.**

## 9. Finances / Budget annexe « Résidence autonomie » – budget primitif pour 2023

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la saisine pour avis de la Direction de la solidarité départementale du Conseil départemental de l'Ariège ;

Il est présenté au conseil communautaire le budget primitif pour 2023 du budget annexe « Résidence autonomie », dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

	Budget primitif pour 2023
Chapitre 017 Groupe 1 : Produits de la tarification	549.078,77
Chapitre 018 Groupe 2 : Autres produits relatifs à l'exploitation	11.878,26
Chapitre 019 Groupe 3 : Produits financiers et produits non encaissables	0,00
Chapitre 002 Résultat d'exécution de la section d'exploitation reporté	11.104,63
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>572.061,66</b>
Chapitre 011 Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	188.930,00
Chapitre 012 Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel	267.940,00
Chapitre 016 Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	115.191,66
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>572.061,66</b>

		Budget primitif pour 2023
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	26.171,24
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	5.000,00
Chapitre 28	Amortissements des immobilisations	25.004,66
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>56.175,90</b>
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	5.000,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	8.101,14
Chapitre 001	Déficit reporté	43.074,76
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>56.175,90</b>

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'ADOPTER** le budget primitif pour 2023 du budget annexe « Résidence autonomie », avec reprise des résultats 2021, dans sa présentation par nature complétée de l'ensemble des annexes réglementaires.

**Article 2 :** **DE DÉCIDER** du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## **10. Finances / Budget annexe mobilité – budget 2022 : décision modificative n° 1**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R.5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics locaux à caractère industriel et commercial ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 avril 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget annexe mobilité pour 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits pour prendre en compte, notamment :

- L'actualisation des coûts du marché de transport urbain passé avec la société Transdev, au titre de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 26 août 2022, et solde dû au titre de 2021, pour un montant supplémentaire cumulé de 22 263,05 €.
- La signature d'un avenant n° 1 au marché de transport urbain passé avec la société Keolis, pour ajustement de la prestation de service à compter de novembre 2022, ainsi que la mise en place d'un service spécial de desserte à l'occasion de la Foire de la Barguillère, pour un montant supplémentaire cumulé de 11 019,96 €.
- La nécessité d'augmenter la subvention du budget principal de L'agglo au budget annexe mobilité, afin d'assurer l'équilibre du budget sans devoir imposer une hausse excessive des tarifs.

Considérant la présentation au conseil communautaire de la décision modificative n° 1 du budget annexe mobilité pour 2022, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

Section de fonctionnement		Budget primitif pour 2022	Décision modificative n°1	Budget consolidé 2022
Chapitre 70	Produits des services	35.000,00	0,00	35.000,00
Chapitre 74	Dotations, subventions et participations	3.911,00	0,00	3.911,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	657.705,02	42.892,01	700.597,03
Chapitre 002	Résultat reporté	3.247,30	0,00	3.247,30
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>699.863,32</b>	<b>42.892,01</b>	<b>742.755,33</b>
Chapitre 011	Charges à caractère général	699.863,32	42.892,01	742.755,33
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>699.863,32</b>	<b>42.892,01</b>	<b>742.755,33</b>

André Péchin demande des informations sur la fréquentation du service spécial mis en place lors de la foire de la Barguillère.

Le président répond qu'il n'est pas en mesure de répondre aujourd'hui, les statistiques seront communiquées ultérieurement à l'assemblée.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'ADOPTER** la décision modificative n° 1 du budget annexe mobilité pour 2022.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer tous documents en vue de l'exécution de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## 11. Finances / Budget annexe « mobilité » – subvention d'exploitation pour 2022

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 avril 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget principal pour 2022 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 avril 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget annexe mobilité pour 2022 ;

Considérant que le déficit prévisionnel de l'exercice du budget annexe mobilité pour 2022 s'élève à 703 844,33 € ;

Considérant l'excédent reporté de 3 247,30 € ;

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE PROCÉDER** au versement, par le budget principal, d'une subvention d'exploitation pour 2022, au budget annexe mobilité de 700 597,03 €.

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que le versement de cette subvention d'exploitation permet de ne pas imposer une hausse excessive des tarifs.

**Article 3 :** **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au compte 657364 du budget principal pour 2022 et au compte 774 du budget annexe mobilité pour 2022.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## 12. Travaux – Economie / Zone de Joulieu - démolition des bâtiments existants et aménagement permettant la création de deux lots – attribution du marché public de travaux

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment son objectif 1 : « aménager et requalifier les zones d'activités économiques du territoire » ;

Considérant le marché public de travaux relatif à la démolition des bâtiments existants et l'aménagement permettant la création de deux lots d'environ 3.269 m<sup>2</sup> et de 1.600 m<sup>2</sup> sur la zone de Joulieu 2 à Saint-Jean-de-Verges, et ainsi achever l'aménagement de cette zone ;

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure adaptée avec publicité effectuée le 11 août 2022 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 11 août 2022 sur le BOAMP (2022-223) ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 12 septembre 2022 ;

Considérant les offres reçues et la proposition de classement des offres ;

Considérant l'estimation globale du marché à hauteur de 190 000 € HT ;

Vu l'avis de la commission des MAPA réunie le 14 octobre 2022 ;

Il est proposé :

**Article 1 : D'ATTRIBUER** le marché public relatif à la démolition des bâtiments existants et l'aménagement permettant la création de deux lots sur la zone de Joulieu à Saint-Jean-de-Verges :

- Lot 1 – Démolition des bâtiments : Calcaires du Plantaurel pour un montant de 61 500 € HT
- Lot 2 – VRD : Raynaud TP / Réseaux SAS pour un montant de 58 331,75 € HT
- Soit un montant total : 119 831,75 € HT

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à signer le marché et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 : DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

### **13. Voirie / Attribution d'un fond de concours à la commune de Foix au titre du programme 2019**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, qui prévoit, dans son objectif 39 : « d'optimiser le dispositif de fonds de concours alloués aux communes pour les travaux de voirie » ;

Vu la délibération du conseil municipal de Foix en date du 26 septembre 2022 sollicitant le versement d'un fonds de concours de 45 000 € au titre du programme 2019 ;

Considérant que la commune de Foix a mené, sous sa propre maîtrise d'ouvrage, d'importants travaux de voirie au cours de l'exercice 2019 ;

Considérant que le montant des fonds de concours sollicités est inférieur à la moitié du reste à charge de la commune, déduction faite des subventions obtenues ;

Considérant les critères de répartition et l'enveloppe annuelle pour l'exercice 2019 affectée au fonds de concours pour la voirie ;

Didier Bonnel demande s'il n'y a pas un problème de prescription par rapport à l'année.

Le président confirme que non.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'OCTROYER** un fonds de concours de 45 000 € à la commune de Foix pour des travaux de voirie réalisés au titre du programme 2019.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**Article 3 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au compte 2041412 du budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité.**

-----



#### **14. Voirie / Attribution d'un fond de concours à la commune de Foix au titre du programme 2021**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, qui prévoit, dans son objectif 39 : « d'optimiser le dispositif de fonds de concours alloués aux communes pour les travaux de voirie » ;

Vu la délibération du conseil municipal de Foix en date du 26 septembre 2022 sollicitant le versement d'un fonds de concours de 61 559 € ;

Considérant que la commune de Foix a mené, sous sa propre maîtrise d'ouvrage, d'importants travaux de voirie au cours de l'exercice 2021 ;

Considérant que le montant des fonds de concours sollicités est inférieur à la moitié du reste à charge de la commune, déduction faite des subventions obtenues ;

Considérant les critères de répartition et l'enveloppe annuelle pour l'exercice 2021 affectée au fonds de concours pour la voirie ;

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'OCTROYER** un fonds de concours de 61 559 € à la commune de Foix pour des travaux de voirie réalisés au titre du programme 2021.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

#### **15. Hydraulique / Schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaines – avenant n°2 au marché**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 37 « Gestion des eaux pluviales urbaines », action 86 « Elaborer un schéma directeur de gestion des eaux pluviales urbaines » ;

Vu la délibération du 7 juillet 2021 attribuant le marché de prestation intellectuelles « élaboration d'un schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaines » au cabinet d'études Arragon pour un montant de 445 720 € HT, soit 534 864 € TTC ;

Vu l'ordre de service n°1 actant le démarrage de la mission 1<sup>er</sup> septembre 2021 pour une durée de 15 mois ;

Vu l'avenant n°1 intégrant la prestation d'inspection visuelle de l'ouvrage bâti sous les allées de Villote s'élevant à 1 300 € HT, soit 1 560 € TTC ;

Considérant le nouveau besoin d'ouverture des regards de visites d'eau pluviale scellés et recouverts sur voirie pour accéder aux levés du réseau pluvial urbain nécessaire à l'exhaustivité du diagnostic et aux modélisations afférentes ;

Considérant le devis établi par la société Aqualis quant à l'ouverture des regards de visite scellés et recouverts s'élevant à 18 560 € HT, soit 22 272 € TTC ;

Considérant le pourcentage d'augmentation de 4,46% portant le marché à 558 696 € TTC ;

Considérant la nécessité de prolonger le délai contractuel de l'étude suite aux délais de recueil des données et de dégagement de tampons jusqu'au 31 mars 2023.

André Péchin fait une remarque sur les regards qui ne sont pas à niveau qui peuvent être dangereux pour les cyclistes. Il propose que cette question soit prise en compte.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** les dispositions de l'avenant n°2 au marché d'élaboration du schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaines quant à l'intégration de la nouvelle prestation d'ouverture des regards de visite d'eau pluviale scellés ou recouverts sur voirie pour un montant de 22 272 € TTC.

**Article 2 :** **DE DIRE** que le nouveau montant du marché d'élaboration du schéma directeur intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaines s'élève à 558 696 € TTC.

**Article 3 :** **D'APPROUVER** le prolongement du délai contractuel de l'étude jusqu'au 31 mars 2023.

**Article 4 :** **D'AUTORISER** le président à signer ledit avenant et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 5 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## **16. Energie / Fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 (BT > 36 KVA et HTA) - autorisation de signature du marché**

Rapporteur : Florence Rouch

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 32 « Développer les productions d'énergies renouvelables et locales », et l'action 77 « Poursuivre l'objectif 100% énergies renouvelables » ;

Considérant que le marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de plus de 36 kilovoltampère (KVA) arrive à son terme au 31 décembre 2022 et la nécessité de lancer un nouveau marché pour une durée de 1 an du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023 avec 100% d'énergie renouvelable ;

Considérant le lancement le 9 septembre 2022 d'une consultation en vue de l'attribution du marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 : basse tension (BT) > 36 KVA et haute tension (HT) A, sur la base de l'allotissement suivant :

- Lot 1 : point de livraison (PDL) situés sur le réseau de distribution dont la régie de Varilhes est le gestionnaire.
- Lot 2 : point de livraison (PDL) situés sur le réseau de distribution dont Enedis est le gestionnaire.

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique avec publicité effectuée sur le profil acheteur le 12 septembre 2022, sur le BOAMP le 11 septembre 2022 et sur le JOUE le 14 septembre 2022 relative au marché public de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 (BT > 36 KVA et HTA) ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 14 octobre 2022 à 11h30 et la réception d'aucune offre pour le lot 1 et d'une seule offre pour le lot 2 jugée recevable ;

Considérant l'analyse des offres présentée lors de la CAO du 14 octobre 2022, et l'attribution du marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements C2/C3/C4 (BT > 36 KVA et HTA) aux sociétés.

Florence Rouch précise que le marché d'électricité arrive à son terme le 31 décembre prochain. Plusieurs équipements sont concernés :

- pôle culturel de Varilhes
- pôle de services à Foix
- multi-accueil de Montgailhard
- pôle jeunesse à Foix
- salle omnisports de Ferrières

- musée du fer à Montgailhard
- musée des vieux métiers à Montgailhard

A compter de 2024, L'agglo souhaite intégrer un groupement d'achats coordonné par le SDE09 pour cette tranche de puissance.

Aucune offre n'a été déposée pour le lot 1. La régie d'électricité de Varilhes a adressé un courrier au président de L'agglo expliquant qu'en raison du contexte dégradé, elle n'était pas en mesure de proposer une offre. Toutefois, la régie s'engage à fournir un contrat de fourniture d'électricité à L'agglo dès que possible. Pour le lot 2, seule une offre a été déposée (EDF). Cependant, le prix affiché pourra évoluer en fonction du système ARENH.

Il est constaté une hausse significative des tarifs. La moyenne 2019-2021 est de 218.000 € ; l'estimation pour 2023 s'élève à 586.000 €.

Le président remercie Florence Rouch de la clarté de la présentation. L'agglo est prise dans des logiques d'explosion et de spéculation des coûts de l'énergie comme le sont les communes, les entreprises et les particuliers. La situation est extrêmement préoccupante : le lot n°2 subit une augmentation de 60 % par rapport à 2022, par rapport à la période 2021-2019, c'est 82 %. Pour l'ensemble des lots la hausse s'élève à 71 % par rapport à 2022 et 103 % par rapport à la période 2019-2021. Le président du SDE09 a fait part au président des difficultés profondes rencontrées sur le sujet.

Le président rappelle que le projet de territoire comporte des objectifs de sobriété énergétique dans de nombreux domaines. Les efforts qui seront réalisés ne permettront cependant pas d'absorber les augmentations des coûts d'électricité.

Il souhaite que soit réinventé un mécanisme de régulation pour éviter les délires spéculatifs des opérateurs. Il soumet aux membres du conseil une proposition de courrier officiel au sénateur, à la députée, à la préfète pour alerter sur ces augmentations de coûts. Cette action sera rendue publique.

A l'unanimité, les conseillers communautaires approuvent la proposition.

Le président rappelle que des projets d'installations de production d'énergies renouvelables sont étudiées et en cours d'exécution. Toutefois, ces actions ne pourront absorber ces augmentations.

Il précise par ailleurs que les tarifs de gaz vont subir aussi des augmentations estimées à 40 %.

Marcel Lopez souscrit totalement à l'exposé du président. Le marché de l'énergie nucléaire est fragilisé. Les énergies renouvelables doivent être privilégiées et soutenues. Il sollicite un débat sur le sujet pour évaluer les impacts sur la politique communautaire.

Florence Rouch précise que l'autoproduction permet de sécuriser une fraction des consommations. Il est opportun de reprendre la main sur le secteur énergétique. Elle rappelle la durée de validité des offres qui n'excède pas 7 heures. Elle rappelle l'accompagnement d'un cabinet spécialisé dans la passation de ce marché. Sans assistance, les collectivités ne peuvent plus analyser les offres déposées. Elle fait part de ses inquiétudes pour les secteurs économiques et publics. Elle note également la faible part de l'énergie nucléaire par rapport à l'ensemble de l'énergie consommée.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'AUTORISER** le président à signer le marché à procédure formalisée relatif à la fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements C2/C3/C4 (BT > 36 KVA et HTA) 0 :

- EDF pour le lot 2 (secteur Enedis) pour un montant de 397 409,69 € TTC
- aucune offre n'a été déposée pour le lot 1

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président, suite à l'infructuosité du lot 1 à relancer une nouvelle procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable conformément à l'article R2122-2 du Code de la commande publique.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 4 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## **17. Tourisme / Modification du catalogue des sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal**

Rapporteur : Pierre Ville

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment son objectif 7 : « préserver et gérer les espaces naturels récréatifs du territoire » et son action 20 « faire évoluer le catalogue des sentiers de randonnée » ;  
Vu la délibération du 29 octobre 2018 fixant la liste des sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal, notamment le circuit du moulin de la Laurède sur la commune de Burret d'une longueur de 0,79 kilomètre ;

Considérant le travail engagé depuis plusieurs années, notamment par l'association du moulin de la Laurède qui a engagé plusieurs actions de restauration depuis 2002, qui permet aujourd'hui d'augmenter significativement le linéaire de ce circuit sur les communes de Burret et de Brassac, en le portant à 8 kilomètres ;

Considérant que ce circuit comporte trois accès identifiés : hameau de Matthieu, Burret et col de Légrillou ;

Considérant que cet itinéraire comporte un intérêt patrimonial indéniable et constitue d'ores et déjà un point d'intérêt touristique majeur pour le territoire ;

Considérant le bon état du circuit qui est déjà balisé et signalisé ;

Considérant que ce sentier dans sa nouvelle configuration enrichit le catalogue intercommunal et permet une valorisation paysagère et culturelle pertinente qu'il convient de prendre en compte ;

Jean Pierre Villeneuve remercie L'agglo d'avoir intégré le circuit du moulin de la Laurède qui a permis à plus de 400 personnes de parcourir ce sentier.

Marie-Claude Birebent s'interroge sur la Balade du Pech à propos d'un souci avec un droit d'accès.

Pierre Ville explique qu'il y a des avancées sur le sujet pour faciliter le passage sur les sentiers intercommunaux.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** la modification du circuit du moulin de la Laurède et de fait le catalogue des sentiers à rayonnement intercommunal tel que présenté ci-dessous :

	<b>Nom du circuit</b>	<b>Commune de départ</b>	<b>Communes membres de L'agglo traversées</b>	<b>Linéaire sur le territoire de L'agglo (en km)</b>
1	Balade du Pech	Montgailhard	Montgailhard	6,01
2	Le tour des hameaux	Serres-sur-Arget	Serres-sur-Arget	9,32
3	Le tour de Vals	Varilhes	Varilhes – Rieux-de-Pelleport	5,78
4	Le pas du facteur	Arabaux	Arabaux – St-Jean-de-Verges	2,58
5	Le chemin des trois cascades	Prayols	Prayols	7,42
6	Le circuit des trois moulins	Brassac – Burret	Brassac – Burret	8
7	Pech de Limousy	Loubens	Loubens	7,96
8	Pic de Montgailhard	Montgailhard	Montgailhard	1,1

9	Picou depuis Ganac	Ganac	Ganac – Brassac	17,34
10	Saint-Sauveur	Foix	Foix	1,64
11	Les terrasses du Pech	Foix	Foix	1,71
12	Le Taus (a)	Montoulieu	Montoulieu	10,48
13	Picou depuis Brassac	Brassac	Ganac – Brassac	18,18
14	Circuit du pont du diable	Montoulieu	Montoulieu	1,22
15	Demoiselles de Caraybat	Soula	Soula	7,17
16	Montcoustan	St-Martin-de-Caralp	Saint-Martin-de-Caralp	4,92
17	Randonnée d'Uscla (b)	Le Bosc	Le Bosc	4,1
18	Sentiers des vignes	Vira	Vira	4,27
19	Sentier trans régional : GR78 – Chemin du piémont pyrénéen St-Jacques-de-Compostelle (d)	Montégut- Plantaurel	Montégut-Plantaurel	7,21
			<b>TOTAL</b>	<b>126,41</b>

(a) 13.46 km (hors territoire : Arignac et Bédéilhac)

(b) 5.5 km (hors territoire : Montagagne et Alzen)

(c) 7.5 km au total (hors territoire : Dun)

(d) 520 km au total de Carcassonne à Saint-Jean-Pied-de-Port (via Lourdes)

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

### **18. Mobilités / Réseau urbain et transport à la demande – convention de délégation de service public pour l'exploitation de service de transport public routier de voyageur, de transport à la demande, sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes : avenant n°1**

Rapporteur : Francis Authié

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026 : un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 3.1 qui vise à améliorer significativement les mobilités du quotidien ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 23 mars 2022 relative à l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des services de mobilité intercommunaux ;

Considérant la conclusion, pour une durée de 6 ans à compter du 27 août 2022, d'une convention de délégation de service public pour l'exploitation du service de transport public routier de voyageur, de transport à la demande, sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant qu'à la mise en place du réseau, le 27 août 2022, la définition des services a été déterminée de la façon suivante :

- Ligne 1 : Ligne Verniolle centre – Foix
- Ligne 2 : ligne de centre-ville
- Ligne 3 : Ligne Saint-Pierre de Rivière – Ferrières
- Ligne 4 : Ligne Foix Paul Bert – Saint Paul de Jarrat
- Le transport à la demande

Considérant la volonté de L'agglo de Foix-Varilhes d'offrir des solutions concrètes et rapides aux besoins des usagers ;

Considérant les propositions d'évolutions de l'offre de services qui se déclinent comme suit :

- Ligne 1 : Augmenter l'amplitude de fonctionnement du lundi au vendredi ; assurer une desserte régulière toute la semaine de l'arrêt « Dalou Mairie » du lundi au vendredi ; ajuster la desserte de « Coussa Ecole » le samedi ; garantir une correspondance SNCF en gare de Varilhes à 7h51 du lundi au vendredi ; Compléter l'offre de la desserte de « Montégut-Plantaurel » le samedi, programmée initialement en 2023.
- Ligne 3 : Assurer la desserte régulière de Saint Pierre du lundi au vendredi ; ajuster la desserte de « Serres-sur-Arget Mairie » le samedi ; ajuster la desserte de « Montoulieu Ginabat » le samedi.
- Ligne 4 : allongement de la ligne avec la redéfinition du terminus de ligne à « Saint Paulet » ; desserte plus fine avec la création d'un nouvel arrêt « Berdoulet » ; augmentation de l'amplitude et de la fréquence de la ligne ; Ajustement des horaires pour assurer une prise en charge des élèves à « Purple Campus » en fin de journée après les fins de cours à 16h30 et 17h.

#### Il est précisé :

Les perspectives d'évolutions ne concernent pas la ligne 2 ni le transport à la demande. En outre, l'avenant vise à préciser la valeur 0 de l'indice salaire : « S0 est la valeur de Sn au 1<sup>er</sup> janvier 2022, soit 107 ».

La consistance des services est précisée comme suit :

#### Sur la Ligne 1 :

Augmentation de l'amplitude de fonctionnement du lundi au vendredi :

- Création d'un départ de « Verniolle Centre » à 7h42 du lundi au vendredi

Desserte de « Dalou Mairie » du lundi au vendredi :

- Prolongation du service 11h20 « Parvis » jusqu'à « Dalou Mairie »
- Départ de « Varilhes gare » à 12h05 avancé au départ de « Dalou Mairie » à 12h01

Ajustement de la desserte de « Coussa Ecole » le samedi :

- Départ de « Varilhes Gare » de 9h18 décalé à 10h00

Correspondance SNCF à 7h51 à « Varilhes Gare » du lundi au vendredi :

- Maintien de l'arrivée à 7h47 pour garantir aux usagers la possibilité de prendre le train
- Départ de « Varilhes Gare » à 7h55 pour garantir aux usagers la correspondance avec la ligne 1

Complément d'offre pour la desserte de « Montégut-Plantaurel », « Cazaux » et « Loubens » le samedi :

- Ajout de deux départs de « Montégut-Plantaurel »
- Ajout de trois retours vers « Montégut-Plantaurel »
- Correspondance possible pour un aller-retour pour Foix

Suppression de la desserte des arrêts « ZA Patau » et « Pont vieux » dans le sens Verniolle vers Foix.

#### Sur la Ligne 3 :

Desserte régulière de « Saint-Pierre Stade » du lundi au vendredi :

- Ajout des départs de « Saint Pierre Stade » à 8h32 et 18h37
- Ajout des arrivées à « Saint-Pierre Stade » à 8h24 et 18h29

Desserte de « Serres-sur-Arget Mairie » le samedi :

- Départ de 8h01 décalé à 9h41

Desserte de « Montoulieu Ginabat » le samedi :

- Départ de 18h10 avancé à 12h51
- Arrivée à 8h51 décalée à 12h31

#### Sur la Ligne 4 :

Allongement de la ligne :

- Création du nouveau terminus de ligne « Saint-Paulet » à Saint-Paul-de-Jarrat en remplacement du terminus « Charmille »

Desserte plus fine :

- Création de l'arrêt « Berdoulet » pour desservir le quartier de Berdoulet dans le sens « Saint-Paulet » vers « Paul Bert »

Augmentation de l'amplitude et de la fréquence du lundi au vendredi :

- Passage de 6 allers-retours à 10 allers-retours sur la partie centrale de la ligne (Parvis – Rue du vignoble)
- Création d'un aller-retour départ 6h10 « Paul Bert » et départ 6h55 « Saint-Paulet »
- Création de 3 allers-retours supplémentaires en journée
- Le dernier aller-retour en fin de journée avancé d'environ 1h

Création d'une offre pour le samedi :

- Création d'un aller-retour supplémentaire en journée
- Le dernier aller-retour en fin de journée avancé d'environ 1h

Ajustement de la desserte de « Purple Campus » du lundi au vendredi :

- Ajustement de l'offre pour passer à 17h13 à « Purple Campus »

Ainsi à compter du 7 novembre 2022, le kilométrage de référence est augmenté de 20 827 kilomètres en année pleine, soit une augmentation de 7% des kilomètres commerciaux.

La modification de l'offre de services précitée donne lieu à une modification de la contribution financière forfaitaire à la suite de l'augmentation des charges. Ainsi, les dépenses de référence sont majorées du kilométrage commercial concerné multiplié par le coût de roulage des véhicules concernés et des heures de conduite commerciales multipliées par le coût horaire de conduite.

Evolution vs contrat	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
km comm supp.	3 243,80	20 827,46	20 827,46	20 827,46	20 827,46	20 827,46	13 864,17	121 245,28
Heures comm. supp.	169,58	1 090,01	1 090,01	1 090,01	1 090,01	1 090,01	725,43	6 345,06
<b>Evolution Charges</b>	<b>7 659,40</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>32 757,04</b>	<b>286 499,81</b>

La nouvelle production des fiches horaires, non prévue dans le plan de marketing initial, sera prise sur le budget marketing 2022 et 2023.

Les recettes supplémentaires liées à l'offre supplémentaire déployée à compter du 7 novembre 2022 ont été estimées à :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
<b>Recettes Supp.</b>	<b>326,05</b>	<b>2 499,85</b>	<b>2 896,61</b>	<b>3 163,56</b>	<b>3 347,27</b>	<b>3 490,55</b>	<b>2 336,02</b>	<b>18 059,91</b>

Le tableau contenant les montants contractuels de la contribution financière forfaitaire, hors contribution économique territoriale, taxe sur les salaires, actualisation, ajustement et révision, figurant à l'article 31 est ainsi modifié à compter du 7 novembre 2022 :

Années	Dépenses forfaitaires (DF) en € HT valeur décembre 2021	Recettes Forfaitaires (RF) en € HT valeur décembre 2021	Contribution financière forfaitaire (CFF) en € HT valeur décembre 2021
<b>2022 (4 mois)</b>	488 007	42 981	452 685
<b>2023</b>	1 253 206	137 806	1 164 616
<b>2024</b>	1 260 129	146 981	1 162 365
<b>2025</b>	1 262 149	153 154	1 158 211
<b>2026</b>	1 261 631	157 402	1 153 446
<b>2027</b>	1 259 261	160 715	1 147 763
<b>2028 (8 mois)</b>	843 249	107 351	768 655

Les annexes seront complétées pour tenir compte des modifications introduites par l'avenant n°1. Les autres dispositions de la convention non modifiées poursuivent leurs effets.

Le président remercie du travail effectué pour ces modifications qui seront mises en place dès le 7 novembre prochain.

Marcel Lopez insiste qu'il faudrait changer le comportement des administrés pour qu'ils utilisent L'agglo-bus. Et qu'il serait opportun de favoriser le réseau de bus entre inter communautés.

Le président précise qu'il n'y aura plus de changement ni d'ajustement avant septembre 2024. Le président confirme qu'en effet pour une harmonisation optimale, il conviendrait d'interconnecter les différents réseaux intercommunaux de l'Ariège.

Chloé Dallidet demande si des ajustements d'horaires ont été faits par rapport à la ligne 4 et les horaires de l'écoles Paul Bert.

Le président répond que la ligne 1 permet de correspondre avec les horaires de l'école.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de service de transport public routier de voyageur, de transport à la demande, sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes.

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget annexe mobilité de l'exercice 2022.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de service de transport public routier de voyageur, de transport à la demande, sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes, et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

## **19. Ressources humaines / Création d'emplois pour avancements de grades d'agents titulaires pour l'année 2023 et pour modifications de temps de travail**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le budget intercommunal ;

Vu le tableau des effectifs mis à jour ;

Vu les propositions d'avancements de grades 2023 ;

Vu les demandes d'évolutions de temps de travail au sein de l'école de musique ;

Il est proposé :

- De créer les postes suivants afin de donner suite aux possibilités d'avancements de grades :

Catégorie	Date de création	Grade	Poste	Temps hebdo
B	01/01/2023	Assistant d'enseignement artistique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Enseignant de musique	Temps complet
	01/07/2023	Rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> classe	Référente administrative et financière au pôle technique	Temps complet
C	01/01/2023	Agent social principal 1 <sup>ère</sup> classe	Agent social en résidence autonomie	32 heures
	17/03/2023	Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup> classe	Conseillère France services	Temps complet



01/04/2023	Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe	Assistante administrative au pôle ressources humaines et administration générale	Temps complet
01/04/2023	Agent de maîtrise principal	Technicien en maintenance de bâtiments	Temps complet
09/07/2023	Agent de maîtrise principal	Agent d'entretien d'espaces verts	Temps complet

Les emplois actuellement occupés par les agents concernés par ces avancements de grades seront supprimés ultérieurement.

- De modifier les postes suivants, afin de donner suite aux évolutions sollicitées par des agents de l'école de musique, et de poursuivre le bon fonctionnement de ce service :

Catégorie	Grade	Poste	Temps hebdo actuel	Temps hebdo projeté
B	Assistant d'enseignement artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe	Enseignant de musique	16h30	15h
	Assistant d'enseignement artistique		17h30	19h

Il est rappelé que le statut particulier de ces grades prévoit un temps complet pour 20 heures hebdomadaires. Ces modifications de poste sont proposées pour le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE CRÉER** les postes aux grades mentionnés ci-dessus.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs en ce sens.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

#### Questions diverses

Marcel Lopez relève la nécessité de laisser du temps aux débats. Il propose que le règlement intérieur des instances institutionnelles permette de poser des questions diverses à la suite de la présentation des projets de délibérations. Toutefois, compte tenu du nombre de points à l'ordre du jour, il ne souhaite pas alourdir les séances. Il souligne le rôle et le positionnement des collectivités en matière d'écologie, d'environnement et de crise climatique, à aborder en conseil communautaire.

Le président rappelle que lors du conseil communautaire du 15 décembre 2021, il avait été indiqué qu'en supprimant le pouvoir délibératif du bureau communautaire, le nombre de conseils augmentait pour permettre aux élus d'approfondir les sujets présentés. C'est ce qui a été fait ce soir en prenant le temps d'entrer en profondeur dans les délibérations, ce qui n'était pas possible lorsque l'ordre du jour était trop chargé. Désormais, les conseils sont denses mais sereins. Pour des débats plus larges, les commissions thématiques et autres commissions constituent des instances privilégiées.

#### Informations diverses

Le président rappelle l'invitation du PNR le 25 octobre prochain aux Forges pour la présentation du projet de charte.

Il indique également qu'il a été élu au bureau d'Intercommunalités de France.

Pour finir, il précise la date du prochain conseil communautaire, le 16 novembre à 18h30 aux Forges.

**Les sujets étant épuisés, la séance est levée à 21h.**